

## **CONTRE L'AUSTÉRITÉ, POUR LA JUSTICE SOCIALE, FISCALE, ENVIRONNEMENTALE EN GRÈVE LE 18 SEPTEMBRE !**

L'intersyndicale du Tarn s'inscrit pleinement dans ce mois de septembre marqué par une légitime colère sociale, une mobilisation populaire d'ampleur, une exigence de justice sociale, fiscale et environnementale.

Le départ de François Bayrou ne change pas la donne et la nomination de Sébastien Lecornu au poste de Premier ministre est une nouvelle provocation qui appelle à poursuivre et intensifier les mobilisations. Rien ne sera réglé tant que le budget annoncé cet été n'est pas abandonné, tant que les mesures injustes prévues par Bayrou ne sont pas remplacées par l'indispensable partage des richesses qu'exigent nos organisations syndicales, par le sauvetage et le renforcement de notre système de protection sociale, par une attention portée aux classes laborieuses et aux personnes précaires. Un autre budget est possible. Nos organisations syndicales appellent à l'imposer par la grève sur tous les lieux de travail et d'étude, dans la rue et par la mobilisation.

C'est ainsi par la grève que nous exprimerons notre refus de mesures budgétaires qui portent de graves atteintes à nos conquêtes sociales, que nous dénoncerons toute économie qui se ferait sur le dos et au détriment des travailleurs-euses, des personnes précaires et socialement vulnérables. Nos organisations syndicales exigent le retrait strict et sans ambages de ce que prévoyait le projet de budget de François Bayrou, véritable musée des horreurs : c'est non à la suppression de deux jours fériés, non aux suppressions et au non remplacement de postes de fonctionnaires, non aux coupes dans les services publics, non encore au gel des salaires et des prestations sociales, non à une énième réforme de l'assurance chômage, non à la désindexation des retraites sur l'inflation, non à la remise en cause de la 5ème semaine de congés payés, ... Nos organisations syndicales continuent de réclamer l'abrogation de l'inique réforme des retraites, unanimement rejetée comme en avaient témoigné les millions de personnes dans la rue pour dénoncer cette mesure impopulaire. Il n'est, par ailleurs, pas acceptable que le seul budget qui augmente soit celui de la défense et de l'armement au service d'une économie martiale et de la politique belliciste menée par Macron.

Ces mesures creusent les inégalités, énormes, qui fracturent déjà notre société ; elles entravent l'indispensable bifurcation écologique ; elle précipitent dans la précarité, voire dans la misère, nombre de personnes qui ne parviennent plus à vivre dignement de leur travail, qui sont privées d'emplois, exclues du droit commun.

Plus que jamais, le partage de la valeur et des richesses, la revalorisation des salaires et des minimaux sociaux, l'égalité entre les femmes et les hommes sont des mesures à mettre en place urgemment. L'argument d'une crise des dépenses publiques est fallacieux. La crise que nous subissons est une crise des recettes publiques : pour la résoudre, il faut taxer les gros patrimoines et les grandes fortunes, mettre fin aux exonérations de cotisations patronales, aux aides aux entreprises sans contrepartie sociale ni environnementale : 211 milliards d'aides publiques captées par les entreprises pour finir le plus souvent en dividendes alors même que les licenciements se poursuivent, c'est là qui faut trouver l'argent qu'il nous manque !

Gouvernement et patronat ne comprennent qu'un langage : le rapport de force. Les avancées sociales n'ont jamais été offertes. Elles ont été gagnées par la lutte. C'est par les grèves, les manifestations, l'organisation collective, que nous pourrions bloquer ce projet de budget et imposer d'autres choix, un autre modèle de société solidaire et juste !

Nos organisations syndicales appellent à la grève et à manifestation le jeudi 18 septembre, étape dans une mobilisation qui se poursuivra jusqu'à la victoire.

**Rendez-vous à CASTRES, PLACE SOULT à 10h 30  
à ALBI, PLACE DU VIGAN à 14h 30**

